

**PARTOUT EN EUROPE
PAS QUESTION DE PAYER
LEUR CRISE**



Analyses, commentaires et résultats
du NPA à l'élection du 7 juin.
PAGES 3, 4, 5, 6, & 7



Le récent crash d'un airbus d'Air France met au premier plan la question de la **sécurité aérienne**. Interview d'un commandant de bord.
REGARDS PAGE 2



Loin de lutter contre la pauvreté, **le RSA** va développer la précarité.
ACTU PAGE 8

TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

11 JUIN 2009 | N°12 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

60% D'ABSTENTION

CETTE EUROPE EST ILLÉGITIME



Victoire de l'UMP. Percée écologiste. Berezina pour les socialistes. Echec de Bayrou. Les commentateurs insistent sur ces quatre éléments. Évidemment, tout le monde s'accorde aussi à souligner la force de l'abstention.

Mais peu d'observateurs en tirent la conclusion qui s'impose: le nouveau paysage politique sorti des urnes représente une vision très déformée de l'audience réelle des formations politiques dans ce pays.

Organisées au suffrage universel direct, les européennes se sont apparentées à un suffrage censitaire de fait. L'abstention et la participation ont pour l'essentiel épousé les contours des classes sociales. Celles et

ceux qui sont allés voter sont, pour beaucoup d'entre eux, plus âgés et plus aisés, plus protégés face à la crise que les abstentionnistes (60%), qui se recrutent massivement parmi les jeunes, les travailleurs, les chômeurs. Deux chiffres suffisent à illustrer cela: plus de 70% des 18-34 ans et 70% des ouvriers ont boudé les urnes. En le faisant, ils ont aussi manifesté politiquement leur mécontentement face aux conséquences de la crise dont ils sont les victimes, face à des partis institutionnels qui se sont moqués de la victoire du «non» à l'Europe libérale en 2005.

Mais le pouvoir ne se gêne pas pour s'accorder un satisfecit. Pendant la campagne, les porte-flingue de Sarkozy ont usé de

la bonne vieille ficelle de l'insécurité et cherché à tuer toute confrontation politique pour protéger leur patron. Depuis dimanche, il répètent en boucle que l'on n'a jamais vu un gouvernement gagner une élection intermédiaire deux ans après avoir été élu. Il est vrai qu'avec 29% des voix, l'UMP, à l'image de toutes les droites en Europe, est largement en tête. Mais 71% des votants se sont prononcés en faveur de listes hostiles au gouvernement, chacune à leur façon. Autre élément inquiétant du scrutin, le bon résultat, partout en Europe, des listes d'extrême droite.

SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 3

CRISE DU LAIT LE PRIX DE LA DÉRÉGULATION

Entre 260 et 280 euros la tonne, c'est le prix qui a permis un accord entre les producteurs laitiers et les industriels. Celui-ci a été signé sous la pression du gouvernement et du ministre de l'Agriculture, Michel Barnier, candidat aux élections européennes, à un niveau bien inférieur de celui réclamé initialement par

les éleveurs, qui ont multiplié des manifestations un peu partout en France. C'est un prix véritablement insoutenable pour les éleveurs de plaine en filière industrielle, dont les coûts de production, hors rémunération du travail, s'élèvent aujourd'hui, au mieux, à 330 euros la tonne.

SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 8

SÉCU LA MUTUALITÉ, CHEVAL DE TROIE DE LA PRIVATISATION



La proposition de la Mutualité française, consistant à prendre en charge les affections de longue durée (maladies graves), remet en cause le principe universel de la Sécu et ouvre la voie de la privatisation. Sarkozy s'est empressé d'en approuver l'expérimentation.
LIRE PAGE 9



Par **Laurent Carasso**

LA MUSIQUE CHANGE... PAS LES PAROLES

Grande mise en scène mondiale pour le discours du Caire d'Obama. Retransmis en direct sur tous les médias possibles par la Maison Blanche, c'était prétendument le discours de la réconciliation des USA avec le monde arabe... avec le monde musulman plutôt, car le choix fait par les experts communicants de la Maison Blanche était bien de tout mettre sur un terrain religieux. Citations appuyées du Coran, du Talmud et de la Bible, invocations de Dieu... Tout était donc dans la symbolique : il faut dire que, en matière d'islamophobie, le curseur mis par Bush et les évangélistes laissait de la marge. Le discours d'Obama n'en reste pas moins sur un terrain donnant la religion comme identification première pour tous les peuples du monde. Cette enveloppe religieuse va de pair avec le soutien appuyé à la monarchie saoudienne et au président égyptien, Hosni Moubarak, pour qui les droits de l'Homme sont bien la dernière préoccupation. Toute cette entreprise de marketing politique visait plus à effacer l'effet déplorable de la paranoïa antimusulmane de Bush qu'à annoncer une nouvelle politique. La musique change, pas les paroles.

Concernant Israël, Obama reprend la position traditionnelle de Washington. Derrière un ton plus ferme, rien de plus contraignant vis-à-vis du gouvernement le plus réactionnaire qu'ait connu Israël depuis longtemps : aucune contrainte, rien sur le droit au retour (les camps du Liban n'existent pas dans son discours...). Pire, Obama parle de la crise humanitaire à Gaza, sans un mot pour le millier de morts lors de l'offensive sioniste. Il ne parle des colonies que pour dire qu'il n'en faut pas davantage...

Concernant les interventions en Afghanistan, Bush n'est en rien désavoué, puisque le dispositif montera bientôt à 68 000 hommes et 100 milliards de crédits... plus 1,5 milliard d'aide humanitaire. Avec le saint Coran ou la sainte Bible, l'impérialisme continue.

12 JUIN, PARIS, FEMMES. Soirée contre les violences faites aux femmes, avec animations, vendredi 12 juin, de 18h à 22h, passerelle Simone-de-Beauvoir (côté Bercy, en face du ministère des Finances), apportez votre pique-nique.

13 JUIN, PARIS, INTERPROFESSIONNEL. Manifestation régionale, dans le cadre d'une journée de manifestations partout en France, samedi 13 juin, 14h, Bastille.

19 JUIN, PAIMPOL, NPA. Réunion publique du NPA, vendredi 19 juin, 20h30, centre Henri-Dunant (salle n°22).

20 JUIN, MONTREUIL, SYLLEPSE. Anniversaire « Syllepse : 20 ans d'alter-édition », samedi 20 juin, à partir de 15 heures, à La Maison de l'arbre (9, rue François-Debergue, Montreuil, M° Croix-de-Chavaux).

à noter

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

regards

Propos recueillis par Jack Radcliff



Guillaume Pollard. (DR)

TRANSPORT AÉRIEN LA SÉCURITÉ EN QUESTION

Au-delà de ses causes précises, l'accident du vol AF 447 d'Air France suscite des interrogations quant à la sécurité aérienne. Commandant de bord à Air France, Guillaume Pollard est délégué syndical à Alter (Solidaires)¹.

La déréglementation du transport aérien a-t-elle un impact sur la sécurité ?

Globalement oui, même si c'est de façon indirecte. Par exemple, en 1989, un accident a été symbolique. Un avion de ligne s'est écrasé près de Dryden (Canada), après avoir décollé les ailes surchargées de neige. La neige est un phénomène fréquent au Canada et, pourtant, cette grave négligence a été commise par un pilote expérimenté. Le juge en charge de l'enquête ne s'est pas contenté d'enquêter sur la responsabilité du pilote. Il est remonté jusqu'au ministère des Transports canadien et a démontré qu'à chaque strate de l'organisation du réseau de transport, des failles existaient. Il a ainsi établi que, sous l'effet des pressions qu'il subissait, un pilote pouvait être amené à décoller sans déneiger son avion. Ainsi, quand on remonte l'arborescence des causes, la sécurité ne concerne pas seulement une compagnie en particulier ou un homme, mais l'ensemble du réseau de transport soumis aux contraintes du marché.

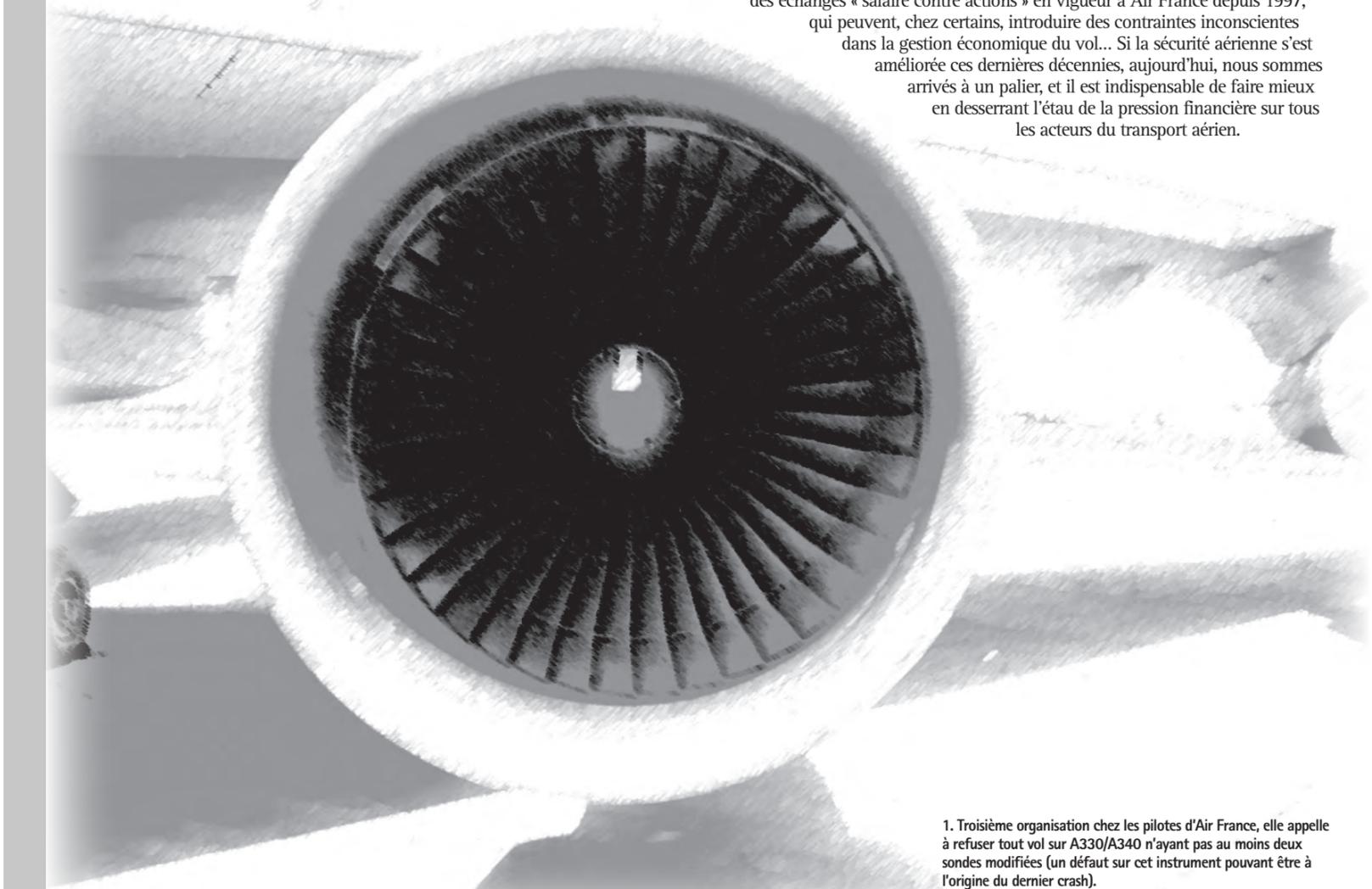
Les économies touchent-elles l'entretien ?

Malgré l'énorme pression à la baisse des coûts, l'entretien des avions s'effectue conformément à la réglementation. C'est vrai aussi bien pour les grandes compagnies que pour les compagnies low cost. Des événements comme l'accident du Concorde, en juillet 2000, dû, entre autres, à la perte d'une pièce mal montée sur un avion de Continental Airlines, ou l'avion d'Air Transat, en 2001, qui a réussi à se poser d'urgence aux Açores en planant à la suite d'une panne de carburant causée par une erreur de montage technique restent avant tout des exceptions en la matière. Faire des économies sur l'entretien reviendrait à prendre de trop gros risques en termes de sécurité des vols. En revanche, les compagnies rechignent souvent à profiter des améliorations techniques – pneus Michelin plus résistants sur le Concorde, calculateurs de performances embarqués, sys-

tème atténuateur de bruit dans certains cockpit, etc. – proposés par les constructeurs, car générant d'importants surcoûts.

Quels autres éléments peuvent impacter la sécurité ?

La sécurité est mise en cause par l'ambiance générale qui règne au sein des compagnies aériennes. On fait souvent l'impasse sur l'environnement où travaillent les salariés, en particulier les pilotes qui subissent de nombreuses pressions de tous ordres. D'un point de vue social, nous venons de passer à Air France, par exemple, une année exécrable. Des intervenants autour des avions ont été supprimés, les prérogatives des CHSCT des personnels navigants sont remises en cause, le droit de grève est restreint, un commandant de bord a été abusivement licencié, des avantages acquis sont discrètement supprimés. Toutes ces mesures sont sous-tendues par l'amélioration de la productivité et touchent la maintenance, la préparation des vols et le vol. Les compagnies affichent la sécurité au fronton de leur édifice, car elles la savent fondamentale pour leurs clients mais, par derrière, elles exercent une forte pression pour augmenter la rentabilité. Elles font essentiellement porter la sécurité sur les pilotes, sachant qu'ils seront de toute façon bien obligés de gérer les défaillances. La surcommunication sur les économies de carburant à réaliser est un exemple de pression impactant directement la sécurité, le pilote ayant la responsabilité du choix de la quantité à embarquer. Prétendant d'une modernité sans cesse croissante des systèmes de pilotage, on diminue le coût de la formation en réduisant les heures de vol d'instruction. Les compagnies promeuvent notamment l'autoformation par CD-ROM à domicile, impliquant de fait l'absence de partage d'expériences des pilotes, pourtant essentielles à cette profession. Parallèlement – ce qui pourrait paraître anodin –, les visites médicales n'ont plus lieu qu'une fois par an à partir de 40 ans et sont moins contraignantes, en application de directives européennes. De fait, un pilote de plus de 40 ans a plus de chance qu'avant d'être en incapacité d'assurer ses fonctions en vol pour raison pathologique. Et nous pourrions aussi évoquer la problématique des échanges « salaire contre actions » en vigueur à Air France depuis 1997, qui peuvent, chez certains, introduire des contraintes inconscientes dans la gestion économique du vol... Si la sécurité aérienne s'est améliorée ces dernières décennies, aujourd'hui, nous sommes arrivés à un palier, et il est indispensable de faire mieux en desserrant l'étau de la pression financière sur tous les acteurs du transport aérien.



1. Troisième organisation chez les pilotes d'Air France, elle appelle à refuser tout vol sur A330/A340 n'ayant pas au moins deux sondes modifiées (un défaut sur cet instrument pouvant être à l'origine du dernier crash).

17% POUR MARTINE AUBRY

ON VA POUVOIR
DEMANDER À
YANN ARTHUS-
BERTRAND DE
FILMER LE PS



PARTI SOCIALISTE GRANDE CLAQUE ET GUEULE DE BOIS

Avec 16,48% des votes, le PS se retrouve talonné par les Verts, et à onze points de l'UMP. Il n'incarne en rien une opposition crédible à Sarkozy.

Le score du PS est historiquement bas, mais pas qu'en France: la social-démocratie recule, en particulier dans les pays où elle est au pouvoir, au Royaume-Uni, où la gifle est magistrale (15,30% contre 28,60% pour la droite), au Portugal (26,6% contre 40,1%), dans l'Etat espagnol (38,51% contre 42,23%). Même constat en Allemagne, où les sociaux-démocrates obtiennent un de leurs scores les plus faibles (20,8% contre 30,7% pour la droite). Le PS semble s'effondrer donc en France, même dans les régions qui lui sont historiquement acquises. L'électorat socialiste a fait défaut, cette fois, s'abstenant ou glissant aussi en partie chez les Verts de la liste Europe écologie.

Pourquoi ces résultats, que les socialistes n'ont pas entièrement vu venir, même si des dirigeants, dont Martine Aubry, avaient pris les devants en expliquant qu'un score autour de 20% serait honorable? Dans une campagne atone voulue par l'UMP, on ne peut pas dire que la campagne du PS ait été particulièrement vigoureuse! Dans le contexte de la crise, dans lequel l'Europe n'apparaît pas protectrice mais au contraire porteuse de dérégulations et de casse sociale, le PS a été inaudible, lui qui a participé à la mise en place de cette Europe-là, comme l'ensemble des partis sociaux-démocrates européens. Fini le bénéfice du vote sanction ou du vote utile, le PS n'a pas pu faire oublier qu'il dirigeait lors de

la signature des traités libéraux, qu'il était un ardent partisan du «oui» en 2005, qu'il s'est assis comme la droite sur le vote majoritaire du «non» à la Constitution européenne et qu'il s'est «opposé» plus que mollement au pouvoir de Sarkozy depuis deux ans. Ce que retient l'opinion, ce sont les divisions intestines, les guerres de clans et de chefs, et le catastrophique congrès de Reims à l'automne dernier. Alors, au PS, on cherche des responsables, des explications à cet échec cinglant: la faute à Martine Aubry, il faut «rénover», se débarrasser des éléphants, donner plus de place aux quadras, changer de langage. Et bien sûr, si «la gauche a échoué», c'est parce qu'elle était divisée! La vieille tarte à la crème de la division et du syndrome du 21 Avril!

Mais on n'a pas entendu de dirigeants socialistes tirer le bilan de la politique du PS, de son accompagnement du capitalisme, de l'appui aux politiques libérales au sein des institutions européennes, au détriment des peuples et du monde du travail. Non, décidément, cela n'est pas l'habitude de la maison. Alors, même si la claque a été magistrale et la gueule de bois douloureuse, au vu de l'abstention, il faut être prudents quant à la recomposition du paysage politique à gauche, même si le PS est certes affaibli à l'issue de ce scrutin, et qu'il va sans doute traverser, en interne, une zone de turbulences pour un bon bout de temps.

Myriam Martin

60% D'ABSTENTIONS

SUITE DE LA PAGE 1

Le PS apparaît comme le principal perdant et vit une sorte de remake du 21 avril 2002. Partout en Europe, les social-démocraties ont reculé de façon importante. Sur le plan économique, les politiques qu'elles prônent et celles de la droite sont très proches. Le PS français est englué dans ses batailles internes et doit maintenant affronter un épineux choix d'alliance. La solution Bayrou a provisoirement fait flop, mais peut se réinviter tant le programme du Modem est «socialo compatible». Les verts vont se faire gourmands en vue des régionales, qu'ils fassent le choix de discuter avec le PS dès le premier tour ou au second. Quant au PCF et au PG, leurs dirigeants viennent d'indiquer au PS que, pour discuter avec eux, il faut tourner le dos à Bayrou. Le vote écolo a constitué la principale surprise, faisant oublier le score calamiteux de Voynet à la présidentielle. Il marque autant la volonté de souligner la gravité des enjeux environnementaux que la volonté de faire bouger les lignes au plan politique, Cohn-Bendit et Bové apparaissant – en grande partie à tort – comme hors du système.

A la gauche du PS, la campagne énergique du Front de gauche a permis à ses composantes d'enrayer le déclin que connaissait le PCF seul. En 2004, les listes de ce parti obtenaient 5,9% et celles du Front de gauche, en 2009, 0,15% de plus (6,05%). Pour le tout jeune NPA, cette échéance était très difficile. Sans électorat stabilisé, sans relais institutionnel, confronté à l'abstention des jeunes et des classes populaires, l'obtention d'un score voisin de celui de la liste LCR-LO en 2004 (2,6%) était possible. Il a fallu prendre en charge la campagne avec peu d'expérience, peu de temps, peu de moyens. Ces dernières semaines, le NPA a servi de cible à de nombreux et divers joueurs de fléchettes.

5%, 890000 voix, c'est un score encourageant. C'est plus que le pourcentage obtenu par Olivier Besancenot dans des circonstances plus favorables. C'est inédit pour une formation de la gauche anticapitaliste seule à ce type de scrutin. Bien sûr, nous aurions aimé obtenir plus et obtenir des élus. 70% des électrices et des électeurs d'Olivier Besancenot en 2007, soit plus de 1 million de personnes, ont cette fois choisi la voie de l'abstention pour protester contre le gouvernement et la crise, sans pour autant renier leur vote à la présidentielle. Le NPA dispose sans nul doute d'une réserve de sympathie importante. A l'issue d'une année fondatrice, où les militants et militantes de notre mouvement se sont dépensés sans compter, le pari est réussi. Le NPA s'est installé comme une force politique durable, qui compte dans le champ politique. Personne ne le nie. De quoi aborder la nouvelle période avec conviction et sérénité, sur la base d'une ligne de conduite claire, dont il faut préciser le mode d'emploi dans le cadre du débat démocratique interne.

Il faut continuer à prendre toute notre part dans la construction des luttes et des mobilisations sociales, parce que le plus gros de la crise, comme des résistances, est à venir; proposer le rassemblement de toutes celles et de tous ceux, individus, mouvements et partis politiques, qui veulent changer les rapports de forces et construire ensemble une gauche radicale, indépendante de la direction du Parti socialiste; consolider le NPA, le perfectionner et, en même temps, approfondir les liens avec les autres forces de la gauche anticapitaliste, par-delà les frontières.

Frédéric Borrás

et aussi

REMERCIEMENTS. Une campagne électorale donne souvent lieu à des polémiques qui n'honorent pas forcément l'action politique. Ni, d'ailleurs, la déontologie médiatique. Au cours des dernières semaines, à peu près rien n'a été épargné au NPA. De quoi développer une paranoïa qui est toujours mauvaise conseillère. On se contentera donc de remercier chaleureusement tous ceux qui nous ont ainsi voulu tellement de bien. A commencer par l'Humanité, qui a su retrouver les accents des années 1950 à propos d'Olivier Besancenot (accusé de diviser les travailleurs) ou d'Alain Mosconi et du Syndicat des travailleurs corses, violemment dénoncés avant que le journal ne se sente obligé de revenir sur ses propos. Signalons aussi, Laurent Joffrin, patron et éditorialiste de Libération, qui s'est brusquement (et très brièvement) enthousiasmé de la progression du Front de gauche. Non pas – on s'en doute – par sympathie particulière pour Mélenchon ou Buffet mais, explicitement, parce que cette montée

d'une gauche certes critique et remuante, mais quand même finalement raisonnable, était censée enrayer l'influence du NPA. Une mention spéciale pour Politis, qui indique les bons choix, en publiant, la semaine précédant le scrutin, une tribune de José Bové (en faveur d'Europe Ecologie) et une autre de Christian Picquet (s'essayant à débaucher les électeurs du NPA au profit du Front de gauche). Et, pour finir, cerise sur le gâteau: la publication par Le Monde, la veille du scrutin, d'une tribune de Michel Onfray – on a un peu de mal à suivre son parcours –, entièrement consacrée à faire partager son hostilité vis-à-vis du NPA et son tout nouvel enthousiasme pour le Front de gauche. Franchement, merci! Et, surtout, ne changez rien...

CONSTRUIRE UNE VIGILANCE DURABLE. Il y a peu, Robert Spieler, partisan de Carl Lang, écrivait à propos de Dieudonné: «S'il atteint 3% des suffrages, ce qui est probable, nous assisterons à un tsunami émotionnel.» Fort heureusement, la liste «antisioniste» n'aura émis, avec 1,30% (36398 votants) en Ile-de-France, qu'un clapotis. Mais, lorsque l'on y regarde de plus près, en particulier dans certaines communes (ou arrondissements parisiens) populaires, des scores notables ont été réalisés: Gennevilliers (6,35%), Garges-les-Gonesses (6,03%), Clichy-sous-Bois (5,18%), Villetaneuse (5,52%), Les Mureaux (4,95%), Stains (4,94%), Bobigny (4,84%)... Cette «nouvelle convergence» d'extrême droite qui espère, au lendemain du scrutin, «créer une dynamique pour l'avenir», doit se voir opposer une vigilance durable dans les quartiers populaires. Celle-ci reste à construire. Le NPA est prêt à y contribuer.

FRONT DE GAUCHE SANS PLUS

Le Front de gauche emmené par Jean-Luc Mélenchon et Marie-George Buffet fait à peine mieux que le PCF seul en 2004 (6,05 % contre 5,88 %).

LE FRONT de gauche (FDG) obtient 6,05% des voix et quatre élus: Patrick Le Hyaric (directeur de *L'Humanité*) en Ile-de-France, Jacky Hénin (PCF, député européen sortant) dans le Nord, Marie-Christine Vergiat (responsable des relations internationales dans la délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie) dans le Sud-Est et Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche) dans le Sud-Ouest.

La campagne du FDG a été dynamique et visible, avec un électoral plus prompt à se déplacer pour voter. Mais, les résultats électoraux ont été moins dynamiques... On peut regretter l'offensive contre un NPA accusé de sectarisme, alors que celui-ci avait fait sa propre proposition, celle d'une unité durable, dans la rue et dans les urnes, qui aille au-delà des européennes, au moins jusqu'aux régionales, en maintenant le principe d'indépendance vis-à-vis du PS. Cette proposition a été refusée par la direction du PCF. Plus contestable aura été aussi l'utilisation du sigle NPA par les membres du courant Unir de l'ex-LCR. Mais les élections étant passées, gageons que chacun s'investira clairement dans la force politique choisie, mettant un terme à l'amalgame entre la Gauche unitaire de Christian Picquet et le NPA.

La question se pose aujourd'hui de l'avenir de la coalition du Front de gauche. Après les élections, la secrétaire nationale du PCF a appelé le Parti socialiste à «se positionner réellement à gauche» après sa déroute aux européennes et à travailler à «un rassemblement non pas tourné vers la droite et vers le Modem mais vers la gauche». Marie-George Buffet et Jean-Luc Mélenchon ont également demandé au NPA, implicitement ou explicitement, de rejoindre le Front de gauche.

Le débat que nous posons, celui de l'indépendance vis-à-vis du PS, ne s'est pas résorbé durant la campagne. Comment les uns et les autres vont-ils se positionner dans les grandes manœuvres qui commencent autour du PS? Les élections régionales de mars 2010 donneront de nouveau l'occasion d'en discuter et donc de poser les bases d'une alliance possible avec les partis situés à gauche du PS, en incluant évidemment une discussion sur le contenu.

Mais l'urgence et l'actualité restent la mobilisation sociale et l'unité face aux attaques de la droite et de Sarkozy, qui sortent renforcés par ces élections comme l'a été toute la droite européenne. Les contre-réformes vont continuer contre le monde du travail, organisant la casse et la privatisation des secteurs publics. Les entreprises vont continuer à licencier, nous faisant toujours payer un peu plus la crise qui, on le sait, va s'approfondir dans les mois qui viennent. C'est pourquoi, il nous faut rapidement organiser une riposte avec toutes les forces de gauche, porter le mécontentement qui s'est aussi exprimé par l'abstention de 60% des électeurs (en grande partie des jeunes et des travailleurs), créer une mobilisation d'ampleur pour faire barrage aux politiques de droite. Pour cela, nous devons faire l'unité, nous positionner politiquement contre le capitalisme, soutenir les mobilisations et tout faire pour ne pas renouveler la stratégie des jours de grève isolés et sans lendemain qui ont essoufflé les mobilisations records des 29 janvier et 19 mars.

Myriam Duboz

EUROPE ECOLOGIE SCORE EN SURCHAUFFE?

Les Verts ont créé la surprise: 16,28%, quatorze eurodéputés, et des scores devant parfois le PS, comme en Ile-de-France (20,86% contre 13,57%).



Paris, le 7 juin. Daniel Cohn-Bendit, tête de liste d'Europe écologie en Ile-de-France, propose un accord avec les socialistes européens. (REUTERS)

Dans les médias, tout le monde y va de son commentaire pour expliquer cette percée inédite des écologistes: l'altercation entre Bayrou et Cohn-Bendit du jeudi 4 juin sur les plateaux de France 2, la diffusion du documentaire «Home», de Yann Artus Bertrand, vendredi 5 juin, avec une audience de 9 millions de téléspectateurs, les enjeux européens et seuls ces enjeux-là mis au cœur de la campagne, commencée très tôt, des Verts, expliqueraient ces bons résultats. Ce faisceau de circonstances a sans doute contribué au succès. Mais, à y regarder de plus près, la crise du «politique» et les préoccupations profondes de la population sur la crise écologique peuvent expliquer cet engouement pour les listes Europe écologie: à la

fois, un vote «pas très politique», séduit par la présence de personnalités (Bové, l'altermondialiste, Eva Joly, la juge anticorruption et, bien sûr «Dany le vert», en meneur de liste), et un vote révélant une inquiétude forte face aux dangers menaçant la planète. Mais qui a exprimé ces préoccupations? Là encore, force est de constater qu'il faut être prudents sur cette «percée»: après une première analyse des résultats globaux, le vote pour la liste Europe écologie est fortement un vote de citadins. C'est à Paris, dans les centres des villes, dans les capitales régionales notamment, qu'on observe des pourcentages très élevés, au-dessus de la moyenne nationale. Le vote vert n'est pas franchement un vote des classes populaires, qui

se sont largement abstenues (abstention relativisant la portée des résultats) et qui majoritairement ne vivent pas dans les centres-villes. Les Verts ont sans doute grignoté l'électorat du Modem, mais ils ont aussi mordu sur les autres listes à gauche. Le PS, en particulier, semble en avoir fait les frais. Ainsi, la liste Europe écologie a réussi à apparaître comme à part, en dehors du système. Or, son orientation globale se situe entièrement dans le cadre du système, pour un capitalisme vert: la préoccupation majeure des abstentionnistes, la crise et ses conséquences sociales, est absente de sa campagne. Cohn-Bendit ne cache pas son ralliement à l'économie de marché. Preuve en est ses positions sur les services publics: d'après lui, pour

sortir du nucléaire, il faut en finir avec le monopole d'EDF et il faut des services publics d'intérêt régional! C'est-à-dire en finir avec les services publics. On est bien loin des services publics européens sous monopole public, ce qu'exigeaient ceux qui se battaient contre la Constitution libérale en 2005, dont... José Bové! Alors quel avenir pour ce type de rassemblement hétéroclite? Durable ou éphémère comme une poussée de fièvre? Peut-être que Cohn-Bendit a apporté un élément de réponse dès le lendemain des votes: les Verts européens négocient déjà avec les socialistes européens «pour essayer de faire une majorité». Du déjà vu.

Myriam Martin

et aussi

RECORDS. Jour après jour, François Bayrou n'en finit pas de se repentir de son altercation télévisée avec Daniel Cohn-Bendit, de se justifier et de s'enfoncer. Au point de se comparer à Zidane, pourtant un «homme à garder ses nerfs en général» et pétant pourtant les plombs lors de la finale de la Coupe du monde. Ouais. On a les coups de boule que l'on peut...

RECONDUCTION. José Manuel Barroso, symbole de l'Union européenne ultralibérale, sera-t-il reconduit à la tête de la Commission? Il peut compter sur le soutien du Parti populaire européen: normal. Mais aussi sur celui de nombreux socialistes européens, et non des moindres. A commencer par ceux qui sont au pouvoir, comme les Premiers ministres britannique, espagnol et portugais, Gordon Brown, José Luis Zapatero et José Socrates. Mais cela ne s'arrête pas là: le Parti social-démocrate allemand (SPD) vient également de se rallier à sa candidature. En échange d'un poste de commissaire européen pour Martin Schulz, l'actuel président du groupe socialiste? Et dire que Martine Aubry a fait campagne pour sanctionner Barroso!



Montreuil, jeudi 4 juin. 1 400 personnes participent au meeting de fin de campagne du NPA. (JMB)

ÉLECTIONS EUROPÉENNES EUROPE DISCRÉDITÉE DROITE CONFORTÉE

Marquées par une abstention record, les élections européennes ont confirmé la crise de légitimité de l'Union européenne. L'autre tendance est la poussée générale de la droite et de l'extrême droite.

La droite l'emporte dans les grands pays où elle gouverne (Allemagne, France, Italie, Belgique, Pays-Bas, Pologne, Autriche, Hongrie). Elle arrive aussi en tête en Bulgarie, Lituanie, Lettonie, Slovaquie et à Chypre. Cette poussée s'accompagne, dans une série de pays, de la montée de forces populistes et d'extrême droite, surtout aux Pays-Bas (16,4%). En Grande-Bretagne, Grèce, Autriche, Finlande et Hongrie, l'extrême droite qui s'est déchaînée dans des campagnes anti-immigrés connaît une progression.

La social-démocratie recule, en particulier dans les pays où elle gouverne (Allemagne, Grande-Bretagne, Espagne, Portugal), sans parler de l'effondrement du PS français. Elle ne progresse qu'en Grèce, en Suède, au Danemark, en Slovaquie et à Malte.

Dans plusieurs pays, la crise des grands appareils traditionnels de la droite et de la gauche social-démocrate ont libéré de grands espaces pour des groupes allant de l'écologie à la gauche radicale, en passant par toute une série de forces réformatrices de gauche. Les écologistes, avec près de 60 députés, sortent renforcés, une des percées les plus importantes étant celle d'Europe écologie en France.

Des partis comme Die Linke en Allemagne, le SP aux Pays-Bas ou le Front de gauche en France ont maintenu ou augmenté leurs positions électorales sans faire de nouvelles percées. Avec 3,2%, le Parti de la refondation communiste, en Italie, n'a plus de représentants au Parlement européen. Le NPA en France réalise un score de 2,3% supérieur aux résultats des listes LCR-LO des précédentes élections européennes sans avoir pu faire élire un député.

Il s'agissait d'un baptême du feu électoral pour nombre d'organisations de la gauche anticapitaliste. Le Parti du travail polonais, Izquierda Anticapitalista dans l'Etat espagnol, Workers Initiative en Suède, la LCR-PSL en Belgique, le SSP en Ecosse, et Antarsya-coalition anticapitaliste en Grèce ont fait de bonnes campagnes mais leurs résultats n'ont pas dépassé 1%.

Dans la gauche anticapitaliste, il faut souligner les résultats du SP en Irlande qui obtient un député à Bruxelles et, surtout, les excellents résultats du Bloco de Esquerda au Portugal qui fait une véritable percée (10,73%) et obtient trois députés.

Il est difficile de tirer des enseignements globaux d'un scrutin où 60% des électeurs se sont abstenus. Néanmoins, les premiers effets de la crise - licenciements, explosion

du chômage - n'ont pas produit de radicalisation électorale à gauche ou anticapitaliste, la percée du Bloco de Esquerda étant l'exception.

Et c'est paradoxal de voir ainsi confortées des formations politiques de la droite néolibérale instigatrices des attaques antisociales, flanquées de droites populistes ou de l'extrême droite. On aurait pu croire que la crise favoriserait les idées anticapitalistes, la situation est plus compliquée. Les résistances sociales, qui n'ont pas débouché sur des luttes d'ensemble des salariés et de la jeunesse, ne produisent pas mécaniquement une alternative anticapitaliste. Les PS s'enfoncent dans la crise, libèrent de nouveaux espaces, mais les développements de la gauche anticapitaliste restent inégaux. Les débuts pour une série d'organisations sont prometteurs. Il faut maintenant poursuivre une politique qui stimule les mobilisations sociales contre la crise économique et écologique et accumuler des forces pour rendre de plus en plus crédibles les solutions anticapitalistes, et cela en toute indépendance des vieilles directions de la gauche traditionnelle. C'est la voie pour construire un pôle anticapitaliste européen.

François Sabado

À TRAVERS L'EUROPE

ALLEMAGNE. La social-démocratie connaît une débâcle avec 21%, un des plus faibles scores du SPD. Avec 7,4%, Die Linke reste en deçà de ses espérances qui tournaient autour de 8%. Elle a gagné 1,3%, ce qui lui donne huit sièges au Parlement européen.

DANEMARK. L'opposition à l'UE s'est déplacée vers la droite. Le Parti du peuple danois (extrême droite), qui permet à la droite libérale d'être majoritaire au Parlement, améliore son score (15,3%). A gauche, le Mouvement populaire anti-UE améliore sa progression avec 7,2% et le député Soeren Soendergaard a été réélu.

ÉTAT ESPAGNOL. Le Parti populaire (droite) obtient 42,2% des voix malgré les multiples scandales de corruption qui l'entourent. Le PSOE, avec 38,5%, est en recul et paye sa gestion de la crise économique. Izquierda Unida (3,77%) conserve deux députés mais baisse. Initiative internationaliste, une coalition impulsée par la gauche basque et d'autres groupes régionaux, obtient 1,12%. Izquierda Anticapitalista, présente pour la première fois, obtient 0,16%, résultat modeste mais utile pour continuer à avancer dans la construction d'une organisation anticapitaliste.

GRÈCE. L'abstention de 48% montre le désintérêt pour l'Europe des bureaucrates. La droite gouvernementale perd plus de 10 points de pourcentage. Le Pasok progresse et arrive en tête avec 36,7%. Le KKE (PC grec) confirme sa résistance électorale avec 8,4%. Les écologistes n'obtiennent que 3,5%. Syriza, rassemblement anti-libéral autour du Synaspismos, est en dessous de ses objectifs avec 4,7% et n'obtient qu'un député. La gauche anticapitaliste d'Antarsya obtient un score encourageant avec 0,5%. Si la gauche dépasse les 50% de voix, les scores de l'extrême droite sont inquiétants (7,2% pour Laos).

IRLANDE. Joe Higgins (Socialist Party) a remporté un des trois sièges de la circonscription de Dublin. A noter le tournant à gauche, limité mais néanmoins significatif, qui a marqué les élections locales qui se tenaient en même temps. Cela s'exprime tant par la progression du Labour que par les bons résultats, en hausse, de l'extrême gauche irlandaise (Socialist Party et Alliance People Before Profit) qui obtient une série d'élus dans les conseils municipaux et locaux.

PAYS-BAS. Le gouvernement d'union nationale du CDA, du PVDA (social-démocrate) et du VVP (libéral conservateur) est fortement sanctionné. Le viol du vote contre la Constitution européenne profite au parti d'extrême droite du député Geert Wilders qui obtient 16,4% des voix et devient le deuxième parti du pays.

POLOGNE. L'abstention, plus de 75%, est le principal vainqueur des élections européennes en Pologne. Les deux partis gouvernementaux obtiennent 51% (12% des inscrits), l'opposition officielle 27% (6,61% des inscrits) alors que les sociaux-libéraux survivent avec 12,33% (2,97% des inscrits). Privés d'accès aux médias, nos camarades du Parti polonais du travail (PPP) obtiennent 0,7%. A noter que, lors d'un sondage organisé dans l'enseignement professionnel, une semaine plus tôt, où plus de 200000 jeunes ont exprimé leurs préférences, le PPP avait dépassé les 5,5%.

ROYAUME UNI. New Labour se retrouve avec son pire résultat électoral depuis 1945 et se retrouve en troisième position (15%), derrière les Tories (28%) et le parti de droite nationaliste UKIP (17%). Les résultats de la gauche radicale sont décevants, avec la liste No2EU qui marque 1%, de même que le Socialist Labour Party de Arthur Scargill. Les travaillistes ont été sanctionnés durement pour leur gestion de la crise économique et la corruption des députés. Cela a contribué à un cynisme qui a encouragé 65% des électeurs à rester chez eux et d'autres à voter pour l'extrême droite telle que le BNP (6,7%, 2 sièges). La gauche et le mouvement ouvrier entrent dans une période dangereuse avec la poussée de la droite et des grèves contre le recrutement de non-britanniques.

SUÈDE. La participation électorale a légèrement progressé à cause de l'émergence du Parti pirate, un parti centré sur la question du respect de la vie privée et Internet qui a réussi à obtenir un député au Parlement européen grâce à des votes de protestation. L'alternative anticapitaliste, représentée par Workers Initiative, a obtenu de faibles résultats.



Bruxelles, le 7 juin. L'abstention record montre le discrédit de l'Union européenne. (REUTERS/ FRANÇOIS LENOIR)

4,98% * des suffrages et 840 713 voix, tels sont les résultats du NPA aux dernières élections européennes dans les sept circonscriptions de la France métropolitaine.

Un résultat solide, qui permet d'envisager l'avenir avec confiance. Le processus d'enracinement d'une force anticapitaliste se poursuit. Pour être tout à fait satisfaits, il nous faudrait un ou une élu. Cela s'est joué à peu de chose dans la circonscription Nord-Ouest.

La très forte abstention (59,5%) est encore amplifiée en ce qui concerne notre électorat, jeune et populaire. Selon un sondage TNS-Sofres, elle s'élève à 70% chez les 18-24 ans et à 72% parmi les 25-34 ans. De même, le taux d'abstention dans les quartiers populaires avoisine souvent les 80%. Pour ne donner qu'un seul exemple, à Saint-Denis, en banlieue parisienne, le bon score du NPA (7,15%) est tempéré par un taux d'abstention dépassant les 72%. Malgré tout, le NPA a obtenu des scores tout à fait significatifs, dépassant souvent les 10% dans les quartiers où il est implanté. Pour un parti qui a tout juste quatre mois d'existence et qui est confronté à une « certaine » hostilité, il s'agit d'un bon début. Il nous faut désormais consolider nos interventions, continuer à nous déployer le plus largement afin de renforcer notre audience politique.

Enfin, même si ce fut sans conséquences significatives sur nos résultats, il faut signaler la difficulté à obtenir des bulletins du NPA dans un certain nombre de bureaux de vote, voire dans des villes entières. Une simple remarque ou l'intervention de la préfecture ont permis de retrouver en général un carton de bulletins malencontreusement égaré. Que dans la quasi-totalité des cas, il se soit agi d'une mairie PCF n'est évidemment que pure coïncidence...

* 4,98% en France métropolitaine et 4,89% avec l'outre-mer (où le NPA ne se présentait pas).

Réunissant le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie, la Basse et la Haute-Normandie, cette circonscription est celle qui, au cours des derniers mois, a été le plus durement touchée par les plans de licenciements. Au-delà de la déroute du PS et des progrès de l'UMP, il faut noter que le Front national, emmené par Marine Le Pen, résiste mieux qu'ailleurs. S'il perd un élu, son score dépasse encore les 10%, obtenant ainsi son meilleur résultat. Le Front de gauche préserve son élu, avec un résultat stable en pourcentage, mais en régression en termes de suffrages. Il obtient 6,84% (6,80% en 2004), notamment grâce aux résultats dans ses bastions du Nord-Pas-de-Calais.

Confirmant la présidentielle de 2007 et les scores obtenus par Olivier Besancenot, le NPA enregistre dans ces régions son meilleur résultat, avec 5,80% pour l'ensemble du Nord-Ouest. En dépassant les 5% partout et en obtenant même 6,13% en Seine-Maritime et 6,16% en Picardie, il réalise aussi des scores tout à fait remarquables dans un certain nombre de villes. Citons, entre autres, Vire (Calvados, 9,15%), Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime, 9,10%) ou encore Abbeville (Somme, 9,21%). La tête de liste du NPA, Christine Poupin, manque de peu d'être élue.



Comme partout lors de ces élections, le Parti socialiste s'effondre, en perdant 13,65%, et les listes Europe écologie obtiennent d'excellents résultats. C'est en particulier le cas en Bretagne, où elle devance, avec 17,94%, celle du PS. Particularité « locale », le poids de la liste conduite par Philippe de Villiers, qui dépasse les 10% dans deux des trois régions (Pays-de-Loire et Poitou-Charente). Le score réalisé par la liste du NPA, conduite par Laurence de Bouard, atteint 5,13% pour l'ensemble de la circonscription (5,40% en Bretagne, 5,28% en Poitou-Charente et 4,80% en Pays-de-Loire). Là encore, le NPA obtient ses meilleurs scores dans les villes populaires, comme à Lanester dans le Morbihan (8,12%), à Rezé dans la banlieue nantaise (7,06%) et bien sûr à Carhaix (Finistère), où travaille Laurence, avec 11,48%. De son côté, le Front de gauche, emmené par une tête de liste PCF, ne rencontre pas de dynamique particulière. D'une élection à l'autre, il passe de 4,10% à 4,58%, ne dépassant les 5% que dans la seule Bretagne (5,02%)...

Dans des régions marquées par une forte tradition socialiste, le PS subit un lourd revers, essentiellement au profit de la liste Europe écologie emmenée par José Bové, qui passe, d'une élection à l'autre, de 7,86% à 15,34%. La circonscription du Sud-Ouest est aussi la seule grande région où le Front de gauche obtient un progrès significatif par rapport aux scores du PCF de 2004. Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche) obtient ainsi 8,15% (6,46% en 2004), essentiellement grâce à une poussée dans les terres républicaines et radicales-socialistes de Midi-Pyrénées (+2,5%). La liste du NPA conduite par Myriam Martin obtient 5,61%. Elle dépasse les 6% dans les Hautes-Pyrénées (6,58%), la Dordogne (6,30%), le Lot (6,35%), ou encore l'Aude (6,03%). Dans certaines villes, traduction d'une implantation ancienne, les scores sont encore plus significatifs, comme par exemple à Carmaux (Tarn, 8,25%), à Millau (Aveyron, 7,47%) ou à Sarlat (Dordogne, 7,97%).

ÉLECTIONS EUROPÉENNES LES RÉSULTATS DU NPA



ILE-DE-FRANCE

Le bon score de l'UMP (29,60%), mais surtout le score de la liste Europe écologie menée par Daniel Cohn-Bendit (20,86%) et l'effondrement du Parti socialiste (13,57%, en baisse de 11,46%) sont les principaux enseignements des résultats en région parisienne. Le FN et Libertas (Philippe de Villiers), qui totalisaient près de 15% des voix en 2004, n'en pèsent plus que la moitié, perdant ainsi le député obtenu la fois précédente. De son côté, le Front de gauche maintient les scores du PCF de 2004, en enregistrant une très légère progression (6,32% contre 6,04%) et préserve son député européen.

Avec 97 446 voix et 3,46%, le NPA décroche son plus faible score, comparativement aux autres circonscriptions. Dans cette région, la plus riche d'Europe, l'écart entre l'Ouest parisien et les départements de l'Est est particulièrement sensible : 2,56% dans les Hauts-de-Seine (92) ou encore 2,83% à Paris intra-muros d'un côté, mais 5,07% en Seine-Saint-Denis (93). L'abstention, qui a particulièrement frappé les couches populaires, apparaît clairement dans le différentiel de participation entre ces deux départements : 54,39% d'abstention dans le 92, mais 67,13% dans le 93. C'est dans ce dernier département que le NPA obtient ses meilleurs scores, comme les 7,10% obtenu à Montreuil. A noter aussi, l'excellent score à Argenteuil (6,91%), la ville de la tête de liste du NPA, Omar Slaouti.

★ **Abbeville 9,21%**
OUEST 5,8%
 ★ **Argenteuil 6,91%**
 ★ **Montreuil 7,1%**
3,46%

★ **Meuse 8,80%**
 ★ **7,14%**
 ★ **6,2%**

★ **Haute-Saône 7,14%**
 ★ **Sochaux 9,12%**
 ★ **Territoire de Belfort 7,12%**
EST 5,65%
 ★ **Meuse 7,10%**
 ★ **Ardennes 7,54%**

★ **Haute-Loire 6,32%**
5,45%

★ **Millau 7,47%**
 ★ **Carmaux 8,25%**

★ **Vaulx-en-Velin 6,76%**
 ★ **Vénissieux 7,34%**
SUD-EST 4,33%
 ★ **Marseille (14°/15°/16°) 6,5-7%**

Succès de l'UMP, baisse du PS et poussée des Verts, les résultats dans la circonscription Est s'inscrivent dans la tendance nationale. Là où Le Pen avait encore obtenu près de 14% en 2007, le FN est nettement en baisse, avec 7,57% pour la liste de Bruno Gollnisch. Celle du NPA obtient, quant à elle, 5,65%. C'est en Franche-Comté (6,51%), et en Lorraine (6,57%) que le NPA réalise ses meilleurs scores. Dans dix des dix-huit départements de cette circonscription, il franchit la barre des 6%. Le NPA atteint même 7,10% dans la Meuse, 7,12% dans le Territoire de Belfort, 7,14% en Haute-Saône et 7,54% dans les Ardennes (7,78% à Sedan). Notons qu'à Jarry (Meurthe-et-Moselle), où il aura fallu l'intervention de la préfecture pour que les bulletins du NPA soient dans tous les bureaux, le score atteint 7,57%. La liste conduite par Yvan Zimmermann, ouvrier PSA à Mulhouse, obtient 9,12% à Sochaux (Doubs), siège de la principale usine Peugeot. Dans les cinq régions de cette circonscription (Alsace, Bourgogne, Champagne-Ardenne, Franche-Comté et Lorraine), le NPA devance le Front de gauche, qui ne franchit la barre des 5% que dans une seule de ces régions.

Les résultats dans cette circonscription, très différente dans ses traditions politiques entre la région Centre au Nord et l'Auvergne et le Limousin plus au Sud, ne dérogent pas aux tendances nationales. Le FN divise presque par deux ses résultats, en passant de 9,69% à 5,12%. Le Front de gauche (8,06%) progresse de près de deux points par rapport aux élections de 2004. Dans cette circonscription, qui n'élit que cinq députés, les chances que le NPA obtienne un élu étaient nulles, dans tous les cas de figure. Ses résultats (5,45%) n'en sont que plus significatifs. Si les scores de la région Centre sont en retrait (4,71%), à l'exception du département du Cher (6,83%), les scores atteints dans les deux autres régions sont en revanche particulièrement intéressants : 5,91% en Auvergne et 6,87% en Limousin. La liste conduite par Christian Nguyen dépasse les 5% dans l'ensemble des départements de ces deux régions, atteignant 6,2% dans le Puy-de-Dôme, 6,32% en Haute-Loire et même 7,14% en Haute-Vienne et 8,80% en Creuse. Au final, ces résultats, tout à fait prometteurs, récompensent une intense campagne de terrain.

Dans la circonscription Sud-Est, la liste Europe écologie devance nettement celle du Parti socialiste (18,27% contre 14,49%). Il n'est pas sûr que Jean-Luc Bennahmias, qui est passé des Verts au Modem (7,37%) entre les deux élections, soit convaincu d'avoir fait le bon choix. Enfin, dans des régions où le FN a toujours fait de gros scores, Le Pen (8,49%) passe sous la barre des 10%, en perdant plus de 4%. Cette circonscription, la plus importante par le nombre d'inscrits, n'était pas particulièrement favorable au NPA. La liste conduite par Raoul Jennar réalise 4,33%. En particulier, la composition sociologique des départements de la Côte d'Azur pèse sur le score obtenu par la liste du NPA : 2,83% dans les Alpes-Maritimes et 3,61% dans le Var. Malgré une intense campagne, le contexte d'une très forte abstention, notamment dans les quartiers populaires, a empêché un meilleur score. Ainsi, par exemple, si nous obtenons entre 6,5% et 7% dans les 14^e, 15^e et 16^e arrondissements de Marseille, le taux d'abstention dans les quartiers nord, est lui compris entre 67 et 74,5%. Le NPA réalise ses meilleurs résultats dans les villes populaires, comme à Vénissieux (Rhône, 7,34%) ou Vaulx-en-Velin (6,76%). A noter, un bon résultat en Corse (7,61%).

★ **7,61%**



CRISE DU LAIT

SUITE DE LA PAGE 7

Même avec les revenus complémentaires de la viande et les aides, un prix de 220 euros annule toute rémunération du travail. Avec 260 à 280 euros, le niveau de revenu risque de descendre en dessous des 1000 euros par mois pour la majorité des éleveurs. Dans les zones plus difficiles, comme le massif Central, où les coûts de fonctionnement sont plus importants du fait des conditions d'exploitation difficiles de la montagne et d'une moindre productivité du travail, le revenu risque de chuter à moins de 500 euros par mois. Pourtant, le consommateur paie son litre de lait aussi cher qu'en 2008. Sur les sites Internet d'Auchan, Carrefour et Intermarché, le litre de lait «marque de distributeur» coûte entre 700 et 1005 euros la tonne! L'opacité la plus totale règne sur les marges des transformateurs et des distributeurs, pour le plus grand malheur des producteurs et des consommateurs.

Cette situation catastrophique résulte des politiques libérales mondiales, européennes et nationales, avec la conjonction entre la surproduction causée principalement par les Etats-Unis et la Nouvelle-Zélande et la suppression progressive de tous les mécanismes de régulation et de protection des marchés. Avec la crise économique et financière et l'augmentation de la précarité partout dans le monde, la situation s'annonce morose à court terme. Ce phénomène pourrait accélérer la diminution du nombre d'éleveurs en France. Les prévisions étaient pourtant déjà alarmistes (30000 fermes en 2035 contre un peu moins de 90000 aujourd'hui). Entre 2000 et 2005, 36000 paysans ont jeté l'éponge.

Une réorientation est nécessaire et des mesures d'urgence sont à adopter: maintien du régime des quotas; plafonnement des volumes autorisés par actif, en les ajustant à la demande et arrêt des exportations européennes en parallèle; intervention de l'Etat dans la répartition des marges et la fixation du prix payé aux producteurs, en tenant compte des coûts de production; restauration de barrières douanières et de taxes à l'entrée de l'Europe pour empêcher l'entrée des produits soumis aux dumpings social et environnemental; taxation des transactions financières et lutte contre la spéculation sur les matières premières. Mais, pour en arriver là, deux préalables sont nécessaires: la suppression du principe de «concurrence libre et non faussée» de l'Union européenne et la sortie de l'agriculture des négociations de l'OMC.

La commission «Pêche et agriculture» du NPA



(FRANCK HOULGATTE)

RSAL RETOUR DU TRAVAIL FORCÉ

Après les contrats aidés subventionnés par l'Etat et destinés à remplacer les titulaires par des salariés précaires et sous-payés, le RSA officialise la précarité et le salarié pauvre.



ÉDUCATION NATIONALE INQUIETUDES

Après le report de la contre-réforme des lycées, deux «missions» ont été mises en place. L'une est menée par le directeur de Science Po Paris, Richard Descoings. L'autre, parlementaire, par Benoît Apparu.

LE rapport Descoings vise surtout à «rassurer» par rapport aux projets précédents de Darcos: on ne parle plus de semestrialisation, de suppression de matières du «tronc commun»; les filières technologiques, en particulier la série industrielle, seraient revalorisées; les séries, en particulier la ES, préservées; la méthode du dialogue avec les partenaires sociaux est préconisée. Des propositions séduisantes sont évoquées: fin des cours magistraux à 15 heures, stage à l'étranger pour les langues... Mais, aucune proposition de financement de ces mesures n'est avancée. Dans le même temps, le ministère parle de 17000 suppressions de postes l'an prochain! Bref, «pas de Grand Soir de l'Education», pour reprendre les termes du ministre de l'Education, Xavier Darcos: ce rapport vise au consensus et à l'économie et il laisse beaucoup de zones d'ombre, notamment sur les missions des enseignants et la mise en place de la «réforme de l'orientation»...

La commission Apparu, elle, avance, avec plus de précisions, une logique d'austérité conforme à la volonté gouvernementale. Les redoublements coûtent 1 milliard d'euros par an, alors «pourquoi pas mettre en place des stages de rattrapage pendant l'été, avec des profs volontaires?» Astucieux, non? Aucune réflexion sur l'intérêt pédagogique du redoublement. Et puis, en période de crise, il faudra bien

occuper les jeunes pendant les vacances... Autre exemple: «En éco et histoire-géo, certains cours se recourent, on peut donc faire des économies en termes d'heures.» Là-encore, on ne se pose pas la question de l'intérêt pour les élèves de travailler deux visions différentes d'un même problème, on cherche à rentabiliser au maximum. Cette logique ne doit pas être celle du service public d'éducation. De nombreuses propositions, enfin, rejetées pourtant massivement ces dernières années par l'ensemble des personnels et des lycéens, resurgissent dans le rapport: transfert de l'orientation et de ses personnels aux régions; extension du contrôle continu au baccalauréat; semestrialisation des enseignements en seconde (contradictoire avec les préconisations de Descoings).

Dès la rentrée, des expérimentations sont prévues dans 123 établissements qui, pour certains, ont déjà refusé de les mener; des bruits courent sur une application rapide d'une «réforme» du lycée. Il convient donc d'être vigilants et de préparer une riposte à la hauteur. C'est possible, à condition que les principales organisations syndicales, et notamment le Snes, soient plus déterminées qu'elles ne l'ont été lors de cette année scolaire!

Anne Lafran et Robert Noirel



Le RSA entérine l'idée qu'il est normal d'avoir un boulot sous-payé, à temps partiel. Plus, c'est un retour au travail forcé, en faisant occuper les boulots disponibles dans les secteurs dégradés. Le RSA repose d'abord sur l'idée que, si les chômeurs ne travaillent pas, c'est parce qu'ils n'y ont pas intérêt. Ce ne serait donc pas à cause des plans de licenciements en série et des milliers de suppressions de postes dans la fonction publique... De nombreux facteurs freinent le retour à l'emploi: problèmes de logement, de transport - les patrons sélectionnent souvent leurs salariés sur la proximité du lieu d'habitation -, garde d'enfant... Autant d'éléments qui nécessitent des mesures, comme la création massive de places en crèche, la gratuité des transports publics, etc.

Sous couvert d'un supplément de revenu pour les personnes reprenant un emploi, le RSA dispense une fois de plus le patronat de payer correctement les salariés. Il conforte l'argument sur le coût du travail, qui serait trop élevé, laissant à l'Etat la charge de compléter les bas salaires. Les chômeurs ou salariés éligibles gagneront en moyenne 100 euros de plus: quelle provocation, alors que des millions de travailleurs galèrent tous les jours pour boucler leurs fins de mois! Au-delà, le RSA est une opération de manipulation à grande échelle. L'objectif du gouvernement est de réduire la pauvreté, ou plus précisément les chiffres de la pauvreté: le RSA permettra de dépasser le seuil de pauvreté (882 euros), sans pour autant offrir un revenu permettant de vivre correc-

tement. Mais Sarkozy pourra dire que la pauvreté a baissé, et le tour sera joué...

Pour vendre son dispositif, Martin Hirsch s'appuie sur des expérimentations dans plusieurs départements: selon lui, grâce au RSA, 9% de chômeurs en plus ont retrouvé un emploi. Rappelons-lui alors le bilan d'une première expérimentation, en 2008: dans les 31 départements concernés, les emplois retrouvés ne sont pas vraiment des emplois stables (30% d'emplois aidés, 26% de contrats courts et 16% d'emplois de service), seuls 25% ayant travaillé à temps plein (ou presque). Enfin, concernant le salaire: il est en moyenne de 600 euros par mois; avec le RSA et la prime pour l'emploi, on arrive à 900 euros...

Pôle emploi est chargé de recevoir les «bénéficiaires» du RSA et, dans le cadre de l'offre raisonnable d'emploi, il doit mettre la pression sur les chômeurs pour qu'ils acceptent n'importe quel travail. La convention proposée par Pôle emploi aux conseils généraux prévoit deux rendez-vous hebdomadaires (rien de moins!). Et toute absence à convocation vaut risque de sanction. «La personne au RSA qui refuse deux fois un emploi, on coupe tout!», avait dit Sarkozy, début 2009. Certains emplois non pourvus, notamment dans les secteurs en tension (services à la personne, où le temps partiel est la norme; la restauration et ses conditions de travail dégradées...), seront donc pourvus, de gré ou de force.

Lucas Maldini



et aussi

MORLAIX. Singulière procession, samedi 6 juin, à Morlaix (Finistère) : des citoyens, des exclus, des SDF, des associations (Morlaix libertés, Ligue des droits de l'Homme, Mouvement pour la paix, comité de chômeurs), Solidaires, les Verts, le groupe Idées et, bien sûr, le NPA, ont défilé en portant des grilles. Celles-ci avaient été installées, il y a une quinzaine de jours, afin d'empêcher les rassemblements des exclus, des gens de la rue du secteur et de fermer deux espaces sympas. Le collectif Auprès de mon arbre, en déboulonnant ces grilles, dénonçait ainsi l'interdiction faite par la municipalité UMP d'occuper des lieux propices au dialogue avec les services sociaux, mais aussi le ridicule de cette municipalité qui est allée jusqu'à entourer un arbre d'un grillage afin d'empêcher tout rassemblement. Déjà, l'an dernier, les exclus morlaisiens s'étaient vu fermer leur lieu d'accueil, la municipalité PS d'alors montrant sa ferme volonté de les repousser à la périphérie.

JUSTICE POUR HAKIM. Le 30 mai, dans le cadre unitaire de la campagne «Police, personne ne bouge», les comités NPA d'Avignon, de Toulon et de «l'agglomération de Nice» ont participé au forum social «Justice pour Hakim». Après une manifestation, le matin, avec plus de 200 manifestants, il y a eu un débat sur les violences policières. Au terme de ce forum, il a été décidé de mener une campagne nationale pour réclamer «Justice et vérité pour Hakim» (mort le 8 mai 2008, à la suite d'une interpellation musclée de la BAC) et pour mener une campagne nationale contre «la clé d'étranglement» («technique» d'immobilisation de la police ayant valu une condamnation de l'Etat français par la Cour européenne des droits de l'Homme en 2007). Les policiers impliqués doivent être suspendus de leurs fonctions et jugés pour «coups mortels». Contre l'oubli, un rendez-vous par trimestre est fixé devant le tribunal de Grasse. Le prochain aura lieu le mercredi 1^{er} juillet, à 18 heures.

SÉCULA MUTUALITÉ, CHEVAL DE TROIE DE LA PRIVATISATION

Sarkozy en avait rêvé, les mutuelles le font. La Mutualité propose de rembourser les affections de longue durée (maladies graves) à la place de la Sécu.



(FRANCK HOULGATTE)

Un ballon d'essai avait été lancé l'année dernière : le directeur de l'assurance maladie, issu des assurances privées, comme Xavier Bertrand et bien d'autres, avait proposé que la Sécurité sociale ne rembourse plus à 100% les affections de longue durée (ALD). Face au tollé, le gouvernement avait démenti de telles intentions. Réunie début juin en congrès, en présence de Nicolas Sarkozy, la Mutualité française a proposé de gérer des filières de soins qui prendraient en charge ces maladies graves, afin «de réaliser ce que l'assurance maladie n'arrive pas à faire», immédiatement approuvée par le chef de l'Etat : «Expérimentons, si c'est positif, nous généraliserons.»

Déjà, bien des mutuelles renoncent aux principes de solidarité. Selon l'option choisie et le montant de la cotisation, le niveau de la couverture est différent. Pas étonnant que l'assurance privée, à grand renfort de publicité, grignote une part croissante du «marché» des complémentaires santé! Il devient de plus en plus difficile de distinguer une mutuelle d'une assurance. La Fédération nationale de la Mutualité française (FNMF) voulait prendre en charge la couverture de la maladie en 1945. Elle en a été privée en raison de son attitude pendant l'Occupation. La FNMF regroupe la très grande majorité des mutuelles. Les mutuelles historiquement liées à la CGT l'ont rejointe en 2002. Il existe cependant «des mutuelles solidaires», qui s'opposent à ces dérives. La FNMF tient-elle sa re-

vanche? Elle revendique un rôle croissant dans la gestion de l'assurance maladie. Elle a obtenu, en 2004, de participer aux décisions concernant les remboursements dans le cadre de l'Union nationale des organismes complémentaires, regroupant les mutuelles, les organismes de prévoyance et les assurances. Elle a ainsi ouvert la porte de la bergerie aux loups des assurances privées. Les mêmes seront représentés dans les agences régionales de santé qui, dans le cadre de la loi Bachelot, auront pour fonction la «gouvernance» de l'hôpital, de l'action sociale et de la Sécu. Autrement dit, la Mutualité participera à leur démantèlement. Déremboursements, forfaits et franchises, honoraires libres bientôt généralisés, la Sécu rembourse de moins en moins. Les

complémentaires prennent une place croissante et augmentent les tarifs payés par les assurés. C'est tout bénéfique pour le patronat, qui aimerait bien être totalement exonéré de la cotisation sociale. Déjà, une personne sur cinq renonce à des soins pour des raisons financières. Demain, combien seront-elles? Il y a urgence : préparons la mobilisation unitaire pour le maintien immédiat des ALD remboursées par la Sécu à 100% et la perspective du remboursement de la totalité des soins à 100% par un seul organisme, la Sécurité sociale autogérée par des administrateurs élus par les assurés sociaux, et au sein de laquelle seront intégrées les mutuelles avec leur patrimoine et leurs personnels.

Stéphane Bernard

GENERAL MOTORS FAILLITE FRAUDULEUSE

En poussant General Motors à se mettre en faillite, l'administration Obama prévoit d'utiliser toutes les ressources de l'Etat pour permettre à la multinationale de se restructurer sur le dos de ses salariés.

LE 1^{er} juin dernier, General Motors, numéro un mondial de l'industrie automobile jusqu'à une époque très récente, s'est mis sous la protection du chapitre 11 de la loi des Etats-unis sur les faillites. Un événement spectaculaire, mais qui est très loin d'être un effondrement pour les principaux actionnaires du trust. Bien au contraire, comme l'a d'ailleurs souligné l'administration Obama : «Aujourd'hui restera un jour historique pour l'entreprise: la fin de l'ancien General Motors et le début d'un nouveau.»

Ce «nouveau» General Motors, c'est l'Etat américain qui compte le faire émerger, avec l'argent des contribuables et de terribles sacrifices pour les salariés. Prévoyant de contrôler, pour une durée limitée - 60 à 90 jours - 60% de son capital, l'Etat américain va apporter à la nouvelle société créée spécialement pour reprendre les actifs les plus rentables du groupe 30,1 milliards de dollars - auxquels il faut ajouter 9,5 milliards de dollars des autorités canadiennes. Cet argent s'ajoute aux 20 milliards de dollars qu'il avait versés à la multinationale depuis le début de la crise. Obama n'a pas fait mystère de ses intentions. Pour ceux qui pouvaient en douter, l'intervention de l'Etat n'a rien à voir avec une nationalisation. «En résumé, notre objectif, c'est de remettre GM sur pied, de nous tenir à l'écart et de nous désengager rapidement», a-t-il précisé. Cette aide colossale servira essentiellement, en effet, à restructurer. GM veut fermer onze sites et en mettre trois au chômage technique, supprimer 21 000 emplois et réduire de 2 600 le nombre de ses concessionnaires.

Cette restructuration n'est que la dernière d'une longue série, qui a fait passer les effectifs de 352 000 salariés dans le monde en 2001 à 266 000 fin 2007. Non content de licencier, GM s'était également attaqué aux droits sociaux de ses salariés en matière d'assurance maladie, de retraite et de salaire. En septembre 2007, le syndicat automobile UAW avait signé un accord au terme duquel l'UAW acceptait de prendre lui-même en charge un fonds, alimenté par l'entreprise et placé en Bourse, destiné à régler les dépenses de santé des salariés. L'accord stipulait également que GM remplacerait, d'ici 2011, le quart de ses salariés syndiqués par des salariés payés en dehors de la grille salariale, une main-d'œuvre qui coûterait deux fois moins cher en salaires et assurances sociales. L'objectif était de concurrencer les constructeurs japonais implantés aux Etats-Unis, comme Toyota et Honda, qui avaient des coûts horaires inférieurs de près de 30 dollars à ceux des trusts automobiles américains. Devenant de fait patron d'une compagnie d'assurance maladie, le syndicat avait justifié cet accord auprès des ouvriers en faisant valoir la garantie que GM lui avait, disait-il, donnée qu'il ne fermerait pas d'usines aux Etats-Unis. Promesse ou pas, aujourd'hui, GM ferme des usines, licencie et veut passer de 62 000 ouvriers syndiqués en 2008 aux USA à 38 000 en 2011.

Galia Trépère



(REUTERS)



EN INDE LES PC EN ÉCHEC

Deux partis communistes ont subi un revers aux élections législatives indiennes, emportées par le Parti du congrès.

EN INDE, le Parti communiste des origines a donné naissance à trois composantes : le Parti communiste indien (PCI) pro-Moscou, le PC « marxiste » (PCI-M) « ni Moscou, ni Pékin » et les divers PCI « marxiste-léniniste » (PCI-ML) pro-chinois. Si les maoïstes représentent la référence dominante dans l'extrême gauche militante (encore en partie armée), le PCI et le PCI-M (surtout) ont gardé une importante représentation parlementaire. L'Inde est un Etat fédéral, où aucune formation politique n'a d'implantation homogène. Les PC peuvent gouverner certains Etats et être quasiment absents dans d'autres régions. Depuis 1977, le PCI-M a dirigé le Bengale occidental (capitale Calcutta, plus de 80 millions d'habitants), actuellement avec un Front de gauche. Il a aussi dirigé – mais une législature sur deux seulement – le Kerala (près de 35 millions d'habitants) dans le Sud-Ouest. Après les législatives de 2004, il pilotait, au niveau fédéral, le troisième groupe parlementaire (62 députés) et le Parti du congrès avait besoin de son soutien pour pouvoir gouverner.

Les PCI et PCI-M dirigent aussi les principaux syndicats de gauche (Aituc et Citu) – les plus grandes confédérations étant liées aux partis bourgeois (Congrès et BJP – la droite extrême, hindouiste) – et le parti « marxiste » annonce près de 1 million de membres. Via leurs organisations de masse, ils se sont engagés dans le processus du Forum social mondial et ont joué un rôle important (de concert avec d'autres composantes) dans l'organisation du forum de Bombay (Mumbai) en 2004. Ils n'en viennent pas moins de subir un sévère revers électoral.

Les députés fédéraux du PCI-M sont tombés de 43 à 16 et ceux du PCI de dix à quatre. Le recul est particulièrement net dans les bastions du Bengale occidental – où la gauche n'obtient que quinze sièges (dont neuf au PCI-M) au lieu de 35 en 2004 – et du Kerala (quatre sièges au PCI-M contre dix-neuf à la coalition de gauche en 2004). En Inde, la politique varie considérablement suivant les Etats, et les raisons de ces échecs ne sont pas partout les mêmes. Ainsi, au Kerala, l'image du PCI-M s'est beaucoup dégradée à cause d'une violente lutte de fraction interne.

Le PCI-M avait eu l'intelligence de ne pas entrer dans le gouvernement fédéral durant la précédente législature, soutenant le Congrès de l'extérieur et gardant ainsi une certaine liberté d'action. Il a ainsi pu mener des batailles politiques contre la signature des accords nucléaires entre New Delhi et Washington, ou contre certaines des mesures de libéralisation économique. Cependant, la crise a éclaté dans sa place forte du Bengale occidental, après plusieurs décennies de pouvoir continu et la corruption qui l'accompagne. Le gouvernement du Front de gauche a voulu s'ouvrir à la mondialisation en ouvrant des zones industrielles franches, chassant de leurs terres les paysans. Le PCI-M bénéficiait d'un important appui populaire dans les campagnes mais, cette fois, à Singur et Nandigram, il s'est heurté à de violentes résistances rurales. Il y a répondu par une répression très brutale, parfois sauvage. Cela a créé un véritable fossé de sang entre ce parti et d'autres composantes progressistes indiennes qui ont soutenu les paysans.

Les élections concernaient l'Assemblée fédérale (*Lok Sabha*) et on verra si les évolutions en cours se confirment lors du renouvellement des assemblées d'Etat. Mais la défaite des PCI/PCI-M n'est pas qu'électorale. Elle reflète, au moins dans certaines régions, une rupture des liens entretenus avec leur base sociale, et représente probablement un tournant historique pour la gauche indienne. Après l'affaiblissement de Refondation en Italie et les compromissions du PC en Afrique du Sud, la crise du PCI-M annoncerait alors le déclin de l'un des derniers (du dernier?) grands partis communistes « traditionnels ».

Pierre Rousset

PRÉSIDENTIELLE EN IRAN UNE ÉLECTION SANS GRAND ESPOIR

46 millions d'électeurs iraniens sont appelés aux urnes, le vendredi 12 juin, pour élire leur président.

Même si le Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, est le personnage le plus puissant de la République islamique, l'«élection» présidentielle revêt une importance particulière. Trois candidats, autorisés par le régime, affrontent le président sortant, Mahmoud Ahmadinejad. Comme toujours en République islamique, les candidats sont des caciques du régime, qui représentent des intérêts différents. Il s'agit d'une lutte d'influence acharnée entre les factions au pouvoir. L'enjeu est le contrôle de la rente pétrolière, de l'import-export et, plus largement, de l'économie. Ainsi, à Ahmadinejad, il faut ajouter Mohsen Rezaï, actuellement membre de l'Assemblée des experts, chargée de super-

viser l'activité du Guide suprême. Rezaï a dirigé, de 1981 à 1997, le corps des Pasdarans (gardiens de la révolution), l'armée d'élite de la République islamique. Il est visé par un mandat d'arrêt international lancé par l'Argentine pour son rôle présumé dans l'attentat à la bombe commis en 1994 contre le siège de l'organisation juive Amia (85 morts). Autre candidat, Mehdi Karoubi a été président du Parlement à deux reprises (1990-1992 et 2000-2004). Enfin, le challenger le plus sérieux, Mir Hossein Moussavi, a été Premier ministre de 1981 à 1989, en pleine guerre Iran-Irak, puis conseiller des présidents Akbar Hachemi Rafsandjani (1989-1997) et Mohammed Khatami (1997-2005). Il a le soutien du camp dit «réformateur». C'est le candidat le plus bienveillant à l'égard des intérêts occidentaux.

Une partie de la jeunesse issue des classes moyennes et citadines sera tentée de voter pour Moussavi, afin d'en finir avec Ahmadinejad qui, durant son mandat, n'a pas hésité à réprimer les mouvements étudiants et à interdire les journaux critiques à l'égard du pouvoir. Cependant, les chances de victoire d'Ahmadinejad sont réelles. Il conserve, notamment par sa rhétorique pieuse, nationaliste et populiste, une capacité de mobilisation importante au sein des couches les plus pauvres de la population. Il dispose de véritables soutiens au sein des Pasdarans, dont il est le garant des intérêts. Enfin, il est le candidat du Guide suprême. Ce dernier élément indique clairement que tout sera fait pour qu'Ahmadinejad puisse remporter ce scrutin. Bien entendu, ces élections n'ont rien de démocratique. Les

tricheries sont monnaie courante et la victoire ira au camp qui aura le plus bourré les urnes. D'où un désintérêt important des Iraniens et l'enjeu pour le régime d'afficher un taux de participation conséquent. A tel point que, pour la première fois, le pouvoir a organisé des débats télévisés entre les candidats.

Les Iraniens n'attendent pas grand-chose de ce scrutin. Avec près de 40% de chômeurs, 30% d'inflation, 12 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, la grande majorité de la population voit son pouvoir d'achat chuter. Aucun des candidats ne s'attaquera au chômage massif, à l'inflation ou à la corruption. Aucun des candidats n'accordera aux travailleurs le droit de se syndiquer et de lutter. Aucun des candidats ne condamne la répression à l'égard des femmes, de la jeunesse, des intellectuels ou des travailleurs. Tous entendent maintenir le régime dictatorial et patriarcal en place. Par ailleurs, ces élections se déroulent dans un climat de tension importantes. En témoignent les arrestations de travailleurs, pour avoir osé organiser des initiatives le 1^{er} Mai, ou d'enseignants en lutte pour obtenir le paiement de leurs salaires. D'autres événements, comme l'attentat de la mosquée de Zahedan (sud-ouest de l'Iran), qui a coûté la vie à 23 personnes, montrent l'instabilité qui règne dans certaines régions peuplées par les minorités nationales et religieuses réprimées par la mollahchie. Dans ces circonstances, les résistances multiformes qui s'expriment en Iran sont le seul espoir dans le combat pour la justice sociale, la démocratie, l'égalité et la laïcité.

Babak Kia



et aussi



PÉROU. Le 5 juin, la police nationale du Pérou a ouvert le feu depuis des hélicoptères sur un barrage routier que tenaient 5 000 Indiens, dans la région Amazonas, à Bagua, au nord du pays. Un premier bilan faisait état de 50 manifestants et 22 policiers tués, et plus de 200 blessés. Le couvre-feu a été décrété depuis et les arrestations de militants se multiplient. Les blessés sont arrêtés dans les hôpitaux. Il y a aussi des disparus. Depuis deux mois, les Indiens de la région mènent une grève pacifique illimitée pour obtenir l'annulation de onze décrets pris pour livrer l'Amazonie péruvienne aux multinationales dans le cadre des traités de libre commerce, en particulier aux compagnies pétrolières, forestières et minières. Le NPA est pleinement solidaire des luttes menées par les peuples indiens du Pérou, et plus généralement par les peuples des Andes, contre les traités de libre commerce.

NOUVELLE CALÉDONIE. Depuis lundi 8 juin, l'USTKE a engagé un mouvement de grève générale sur le territoire pour imposer que les négociations reprennent dans le conflit d'Air Calédonie, compagnie de transport aérien entre les îles. Le syndicat entend ainsi montrer que la répression contre ses militants pour leurs activités syndicales n'entame en rien sa combativité. Dans l'attente du procès de 28 militants, le 16 juin, il s'agit aussi de maintenir un rapport de forces en faveur du syndicat. La réponse du Haut-commissaire est toujours la même : l'envoi des gardes mobiles sur tous les piquets de grève, dans le but évident de provoquer des affrontements. La criminalisation du mouvement social et la répression doivent être dénoncées, malgré le silence ahurissant de la presse métropolitaine. Le NPA assure l'USTKE de sa solidarité.



AFGHANISTAN LE CONFLIT FAIT TACHE D'HUILE

L'administration américaine étend le conflit afghan au Pakistan, qu'elle cherche à mieux contrôler. Une stratégie de guerre contre-insurrectionnelle qui n'a pas fini de tuer des innocents.



Ganj Abad, district de Bala Buluk (province de Farah, ouest de l'Afghanistan), le 6 mai. Des villageois tentent de retrouver des survivants après le bombardement de l'armée US. (REUTERS)

Lorsque Barack Obama a reçu le président afghan, Hamid Karzai, le 7 mai dernier, moins de 48 heures s'étaient écoulées après la destruction par l'aviation étatsunienne des villages de Gerani et Ganj Abad, dans l'ouest de l'Afghanistan. Les quelque 150 victimes n'ont cependant pas occupé outre mesure la rencontre. De surcroît, on

avait pris soin d'y convier un troisième comparse, le président pakistanais Asif Ali Zardari, comme pour signifier à la planète entière que la guerre afghane est définitivement étendue au Pakistan voisin. A tel point que c'est désormais en termes d'«AfPak War» (pour «guerre afghano-pakistanaise») que l'on parle au Département d'Etat...

Malgré les tentatives de l'état-major US de minimiser les dégâts et d'en attribuer la responsabilité aux talibans, la destruction des deux villages est survenue sur demande de l'armée afghane, engagée dans une opération de traque d'un groupe de talibans, l'aviation a pilonné les deux villages, durant plus de deux heures, l'après-midi du 5 mai. D'après les premiers photographes accourus sur place, des scènes apocalyptiques se sont présentées à leurs yeux: maisons soufflées, bétail éventré et des cadavres par douzaines entassés sur des camions et dans des remorques agricoles. Une première comptabilité macabre basée sur les corps transportés par un paysan avec son tracteur faisait état de 127 morts. Par la suite, ce chiffre a été révisé à la hausse pour s'établir autour de 150 victimes. En revanche, l'unique hôpital de la région, à Farah, n'a comptabilisé que quatorze blessés, ce qui prouve l'intensité particulièrement importante des bombardements.

PREMIER CRIME DE GUERRE D'OBAMA

Un ancien fonctionnaire du gouvernement interviewé par le *Guardian* déclare qu'on «a bombardé et brûlé des maisons pleines d'enfants, de femmes et de vieux qui avaient fui les lieux des combats». De tels massacres, qui sont, au sens des conventions internationales, des crimes de guerre, sont appelés à se reproduire. C'est le prix de la stratégie anti-insurrectionnelle inaugurée par l'administration Obama. Partant du constat que les talibans vivent parmi la population pachtoune - 42% des Afghans - comme des poissons

dans l'eau, elle vise, selon des techniques éprouvées, à vider le bocal. Donc, à s'en prendre aux populations civiles. A ce titre, la récente nomination à la tête des troupes US en Afghanistan du général Stanley McChrystal, responsable durant cinq ans des commandos d'opérations spéciales - celles dont on n'assume pas nécessairement les responsabilités - ne laisse rien présager de bon. C'est dans une guerre contre-insurrectionnelle, une guerre tout-terrain qu'Obama s'engage. On sait, depuis la guerre d'Algérie, le genre «d'effets collatéraux» que de telles guerres impliquent! Et que le choix soit celui-là est confirmé par la décision présidentielle de ressusciter les tribunaux militaires spéciaux inventés par Bush et Cheney. Leur spécificité était de juger les «combattants illégaux», à savoir non conventionnels, qui ne bénéficient donc pas des protections garanties par les Conventions de Genève. En sa qualité de candidat, Obama avait vertement critiqué l'existence de ces tribunaux. Aujourd'hui, il estime qu'ils «représentent le meilleur moyen de protéger notre pays tout en respectant nos valeurs les plus profondes».

NOUVEAU CONFLIT PRÉVENTIF?

Mais le sommet à trois du 7 mai visait aussi l'autre pilier de la politique d'Obama, l'extension du conflit au Pakistan voisin. Il s'est en effet conclu sur un double constat: si, d'une part, on a reconnu le rôle décisif de Washington dans le conflit, de l'autre, les trois chefs d'Etat ont admis la transformation de la guerre afghane en une «AfPak War», une guerre afghano-pakistanaise. Définie par Obama comme une «menace mortelle pour la patrie» et par Richard Holbrooke, l'envoyé d'Hillary Clinton dans la région, comme «un enjeu pour la sécurité nationale» des Etats-Unis, la situation au Pakistan inquiète Washington.

David Kilcullen, consultant australien du Pentagone, la présente ainsi: «Un pays de 173 millions

d'habitants avec 100 bombes atomiques, une armée aussi nombreuse que celle des Etats-Unis et l'état-major d'Al-Qaida installé dans les deux tiers du pays que le gouvernement ne contrôle pas.» D'où l'injonction faite, dans un pur rapport colonial, au président pakistanais Zardari de déclencher une offensive majeure dans les régions tribales. Les résultats sont déjà là: c'est par centaines de milliers que les gens fuient les bombardements de l'armée pakistanaise pour venir s'entasser dans les camps de réfugiés dont les télévisions nous rapportent les images dramatiques. Loin de combattre le terrorisme d'Al-Qaida, puisqu'une telle politique le renforce, l'extension de la guerre au Pakistan a aussi une fonction préventive contre ce que les observateurs estiment comme une possible et, par certains aspects, probable explosion sociale, et qui ne présentera pas nécessairement les traits de l'intégrisme...

Paolo Gilardi

• Article paru dans le journal suisse *L'Anticapitaliste* (www.gauche-anticapitaliste.ch)



PIERRE AVOT-MEYERS est décédé la semaine dernière. Avec lui, c'est un pan de la mémoire de la guerre d'Algérie qui disparaît, un symbole de l'internationalisme des militants qui s'engagèrent aux côtés du peuple algérien. Ouvrier métallurgiste, révolté contre cette guerre coloniale, il s'occupe tout d'abord à Paris, jusqu'en 1960, d'une imprimerie clandestine utilisée par la IV^e Internationale pour imprimer des tracts et des journaux du FLN. Recherché par la police quand l'imprimerie est découverte, Pierre Avot-Meyers se réfugie en Italie avec sa compagne, Simone Minguet. Après l'indépendance, il vit en Algérie. Il veut participer à la construction d'une Algérie socialiste et devient correcteur au journal *Le Moudjahid*, dans son édition en français. Il est arrêté lors du coup d'état de Boumediène, le 19 juin 1965, puis expulsé vers la France. Il devient correcteur d'imprimerie jusqu'à sa retraite, et participe à de nombreux combats aux côtés de la LCR, puis du NPA. **Sylvain Pattieu**

Toujours disponible!
Vous pouvez vous procurer le n°1 de *Tout est à nous!* La revue en envoyant un chèque de 4 euros à *Tout est à nous!* La revue, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil, à l'ordre de NSPAC, voir aussi formules d'abonnement ci-contre.

S'ABONNER

Abonnements

par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA
(14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE du NPA
(10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:

NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE, D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL

NUMERO NATIONAL D'ÉMETTEUR:

554755

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

MAIL:

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE:

SIGNATURE:

Etablissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Abonnements par chèque, à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil) ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo	6 mois	1 an
	28 euros	56 euros
L'hebdo + le mensuel	6 mois	1 an
	50 euros	100 euros
Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo	6 mois	1 an
	20 euros	40 euros
Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel	6 mois	1 an
	38 euros	76 euros
Abonnement à la revue mensuelle	6 mois	1 an
	22 euros	44 euros

ÉTRANGER

L'hebdo	6 mois	1 an
	45 euros	90 euros
L'hebdo + le mensuel	6 mois	1 an
	65 euros	130 euros



Molex et Lear DÉBUT DE JONCTION

110 salariés de Molex, sur les 300 que compte l'usine de Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne), se sont rendus à Paris, mardi 9 juin, pour rencontrer un représentant du secrétaire d'Etat à l'Industrie. Les Molex sont partis en manifestation de la gare d'Austerlitz à Bercy, rejoints par des salariés de PSA-Aulnay et de Lear-Lagny-le-Sec. Molex est un équipementier automobile américain, sous-traitant du seul donneur d'ordre, PSA. Depuis que la direction a annoncé la fermeture du site, en octobre 2008, les salariés se battent sans relâche et ont notamment fait parler d'eux lors de la «séquestration» de leur patron pendant 24 heures en avril. Initialement

prévue en juin, la fermeture a été reportée en octobre. Les salariés ont eu recours à un cabinet d'expertise, qui a jugé l'usine «économiquement viable» (c'est même l'une des plus rentables de Molex). La société, qui a réalisé 1,2 million de bénéfices en 2008, prend prétexte de la crise pour un plan de licenciements qui n'a d'autres motifs que de maintenir les profits au plus haut. La coordination des salariés en lutte est une nécessité urgente. La jonction entre les Molex, des salariés de PSA et d'autres sous-traitants, tous victimes du même donneur d'ordre (qui vient de toucher plus de 3 milliards d'aides de l'Etat), est un pas dans ce sens.



(Milo)

LE CHIFFRE

1

Un an, c'est la durée d'inéligibilité à laquelle a été condamné l'industriel milliardaire Serge Dassault, maire UMP de Corbeil-Essonnes (Essonne), par le Conseil d'Etat pour avoir acheté les voix de certains de ses électeurs. L'élection municipale de mars 2008 mise en cause a été invalidée. Il est accusé «de pratiques de dons en argent d'une ampleur significative à destination des habitants de la commune [...] pouvant affecter la libre détermination des électeurs» et de «vicier les résultats». Le milliardaire a acheté des voix en payant des caddies au supermarché, en faisant des prêts, en finançant une mosquée. Son opposant, Bruno Piriou (PCF), a également été condamné à la même peine, mais pour simplement avoir omis de déclarer la location d'une salle!

CONTI, GOODYEAR, LEAR. Quatre jours après la manifestation des Goodyear et des Conti à Amiens, les salariés de Goodyear sont venus, samedi 6 Juin, à Clairoux, où un barbecue géant été organisé devant l'entrée de l'usine Continental, réunissant 800 personnes. Les Lear de Lagny-le-Sec, en grève depuis neuf semaines, dont trois travailleurs en grève de la faim depuis le 5 juin, étaient également présents. Un cortège de 1 500 manifestants a rejoint le centre de Compiègne, à cinq kilomètres. Les ouvriers ont fait un immense feu de pneus dont la fumée noire a plané longuement sur la ville. Xavier Mathieu (CGT) de Continental, Mickael Wamen (CGT) de Goodyear et un salarié de Lear ont pris la parole. Mickael Wamen a expliqué que le combat ne faisait que commencer, l'objectif étant de faire converger les luttes. Les militants du NPA étaient présents et ont offert un drapeau aux Lear, à leur demande. Il trouvera sa place devant l'usine, témoignant que le NPA est pour l'instant le seul parti à avoir rendu visite aux grévistes.



TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

NO BORDER À CALAIS.

Depuis la tentative, cet hiver, d'affréter un charter franco-anglais vers Kaboul, des militants britanniques, belges et français pour l'ouverture des frontières et la liberté de circulation se sont unis pour organiser un camp «No border», à Calais, du 23 au 29 juin 2009. Les militants du NPA sont investis dans sa préparation. Ce camp sera un moment de rencontres, d'échanges et de débats mais aussi de manifestations pour dénoncer la situation des migrants bloqués sur la côte. Un débat aura lieu sur le système Frontex, l'agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures, qui externalise la garde des frontières européenne avec des patrouilles en Méditerranée, sur la côte ouest de l'Afrique et en Libye. Une grande manifestation, samedi 27 juin, traversera la ville, du port jusqu'au centre de rétention de Coquelles. Le ministre Besson, à sa dernière venue à Calais, a annoncé la fermeture de «la jungle» et sa volonté de rendre encore plus étanche la frontière, répondant ainsi aux demandes pressantes du gouvernement britannique. Le HCR vient d'ouvrir une antenne à Calais et va commencer son travail de tri des réfugiés : ceux qui peuvent et veulent demander l'asile en France, ceux à qui on proposera un retour au pays avec une prime et les autres, la majorité, qui veulent juste rejoindre la Grande Bretagne et à qui on infligera la rétention puis l'expulsion. Nos gouvernements veulent barbelier l'Europe et rejeter les réfugiés. La lutte pour les droits des migrants est un combat lié aux droits de tous les travailleurs. Le système capitaliste exploite à grande échelle cette population fragile et sans droit pour engranger toujours plus de profits.

LA FRANCAFRIQUE EN DEUIL.

Nicolas Sarkozy a affirmé ressentir «beaucoup de tristesse et émotion». Avec Omar Bongo, c'est en effet un ami (très) cher que les milieux politiques et financiers français ont perdu. Il n'est pas sûr que cette tristesse soit partagée par le peuple gabonais pillé par la famille Bongo et les multinationales françaises, avec la complicité active de tous les gouvernements français, de droite et de gauche. Malgré pressions et entraves, la justice a fini par enquêter sur les détournements du dictateur africain. Elle a commencé à évaluer son patrimoine et découvert, rien que pour la France, la trace de 70 comptes bancaires au nom des membres de la famille Bongo, d'une Ferrari (228 600 euros) ainsi que d'une autre Ferrari, d'une Porsche et d'une Mercedes pour son fils. Sans compter l'immobilier : trois maisons, deux appartements et une piscine à Nice, une dizaine d'appartements dans le XVI^e et un hôtel particulier (19 millions).

ÉLECTIONS AU LIBAN.

Les élections législatives du 7 juin marquent une nette victoire de la coalition de droite (camp du 14 mars) au pouvoir au Liban. Avec 68 sièges sur 128, contre 57 à l'opposition (camp du 8 mars) et trois «indépendants», le gouvernement Siniora dispose d'une majorité qu'il sera tenté d'utiliser au profit des seuls intérêts de la bourgeoisie libanaise et de l'impérialisme, au détriment de la communauté chiite et de la gauche libanaise. Déjà, les pressions israéliennes se font pressantes pour exiger le désarmement de la résistance nationale et son éviction de tous les centres de pouvoir. Ces élections se sont déroulées dans un contexte de grandes manœuvres militaires d'intimidation d'Israël et de l'Otan, d'achat massif de voix, de distributions de billets d'avion gratuits pour les libanais de la diaspora afin qu'ils puissent rentrer au pays pour aller voter, et d'incitations aux dissensions confessionnelles.

NO COMMENT
Nous avons tenté de persuader le gouvernement de faire preuve de clémence.

DÉCLARATION DE SHELL, APRÈS AVOIR PAYÉ 15 MILLIONS DE DOLLARS POUR ÉVITER UNE ACCUSATION DE COMPLICITÉ DANS L'ASSASSINAT D'UN MILITANT ÉCOLOGISTE AU NIGERIA.

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction: 01 48 70 42 27
Diffusion: 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail: redaction@npa2009.org
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire: 0414 P 11508
Tirage: 9000 exemplaires

Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication: François Coustal
Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr